Jellab, A. Société française et passions scolaires. L'égalité des chances en question.

Toulouse : Presses universitaires du Midi.

Francis Danvers

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/6218>

DOI : [10.4000/osp.6218](https://doi.org/10.4000/osp.6218)

ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Francis Danvers, « Jellab, A. Société française et passions scolaires. L'égalité des chances en question. », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 47/2 | 2018, mis en ligne le 15 juin 2018, consulté le 16 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/osp/6218> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/osp.6218>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Jellab, A. Société française et passions scolaires. L'égalité des chances en question.

Toulouse : Presses universitaires du Midi.

Francis Danvers

RÉFÉRENCE

Toulouse : Presses universitaire du Midi.

Jellab

- 1 L'auteur est connu des lecteurs de l'Orientation scolaire et professionnelle, puisqu'il publie depuis une vingtaine d'années sur les problématiques de l'orientation scolaire et universitaire, du travail d'insertion en mission locale, du rapport aux savoirs en lycée professionnel et sur la pédagogie universitaire. Aziz Jellab a eu en effet, une pratique de conseiller d'orientation puis d'enseignant-chercheur en sociologie et en sciences de l'éducation. Sa double expertise d'inspecteur général de l'Éducation nationale et d'universitaire lui donne une grande ouverture sur l'évolution du système éducatif en rapport avec les bouleversements de la société. Rares sont ceux, par exemple, qui se montrent capables de nous montrer en quoi l'expérience des jurés de Cour d'assises peut nous éclairer sur la conception de la justice et des rapports
- 2 sociaux (pp. 360-365).
- 3 L'ouvrage est introduit sur la question scolaire au prisme de la sociologie durkheimienne pour penser « une école comme miroir de la société française ». Comment penser l'école à l'aune des mutations de la société française (chapitre 1) ? La mythologie révolutionnaire de la lutte des classes contre les privilèges ne suffit plus à rendre compte des nouvelles inégalités. L'État ne fait plus autorité et une société de la défiance s'est installée dans les esprits notamment dans le rapport aux institutions. Un sentiment de déclassement et d'incertitudes face à l'avenir domine dans une société

fragmentée. Les injustices sont plus durement ressenties surtout si l'on se réfère à un âge d'or, la période des Trente Glorieuses. Ce regard nostalgique sur un passé idéalisé crée les conditions subjectives d'un désenchantement vis-à-vis des nouvelles contraintes professionnelles apportées par la mondialisation. La France n'est plus la « Grande nation » portée par des figures historiques exceptionnelles. La crise des institutions se mue en critique sociale et en politisation de « l'identité nationale » à l'épreuve de l'immigration. À l'extérieur, l'École est confrontée à la pauvreté et aux inégalités territoriales ; à l'intérieur, l'unité de l'École républicaine est menacée par une ségrégation éducative. L'Europe, invisible aux citoyens, n'apparaît plus comme un horizon d'espérance, mais plutôt comme en partie responsable d'un sentiment général de déclassement. Le poids des politiques communautaires induit un processus d'eupéanisation de l'enseignement. Une question cruciale se fait jour : l'École en France est-elle emportée par l'expansion du capitalisme ? Aziz Jellab répond clairement qu'on ne saurait rabattre la nature de l'institution éducative à celle d'une entreprise cherchant à maximiser son taux de profit.

- 4 L'impossibilité de réaliser l'harmonieuse adéquation formation- emploi se paye au prix fort d'un désajustement de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sur le marché du travail et de crise généralisée du modèle méritocratique. À quoi bon se donner les moyens de réussir à l'École, si cet investissement coûteux doit conduire à un déclassement et à un sentiment de précarité existentielle ? Ce délabrement du contrat de confiance École-Société introduit une rupture entre les générations et une perte de confiance de la jeunesse à l'égard de son École. On le voit, ce constat lucide, argumenté et sans appel, occupe près du tiers de l'ouvrage et autorise une mise en perspective historique approfondie.
- 5 Le chapitre 2 montre comment la scolarisation en France est devenue sous la IIIe République une affaire d'État : avec pour enjeu, le projet d'unir la Nation à l'École. Nous sommes passés d'un ordre divisé (primaire / professionnel versus secondaire / supérieur) à un système éducatif « unifié » autour de la constitution d'une École moyenne pour tous. La plupart des réformes sous les IVe et Ve République ont eu pour ambition la démocratisation de l'enseignement. Par des encarts très instructifs, l'auteur nous renseigne sur les différentes vagues de la massification scolaire au xxe siècle, qui vont jusqu'à rattraper l'Enseignement supérieur. Dans ce processus de scolarisation progressif et non linéaire, la forme scolaire traditionnelle ne va plus de soi. Une question émerge : peut-on démocratiser l'accès au savoir sans sacrifier l'excellence scolaire ? Le système éducatif est jugé par les sociologues comme « ni efficace, ni juste ». Ce qui interroge la pertinence des réformes de l'enseignement confrontées aux évolutions sociétales (mutations de la famille, nouveaux défis éducatifs).
- 6 Le chapitre 3 aborde la crise de l'École au regard d'une autorité à la légitimité incertaine. Dans une école en crise d'autorité du fait du déclin des institutions, la transmission éducative devient problématique quand il s'agit de faire advenir un sujet responsable, capable de choisir et de s'orienter dans une société des égaux. Cette difficulté est redoublée dans une société qui donne le primat au temps présent, tout en déstabilisant le rapport au passé, et en envisageant dans le même temps que les jeunes développent une capacité à construire des projets d'avenir.
- 7 S'agit-il d'une crise de l'autorité ou plus fondamentalement d'une « crise de la culture » (Hannah Arendt) ?

- 8 Le chapitre 4 met l'idéal républicain de l'égalité des chances et du mérite à l'épreuve des comparaisons internationales. Les inégalités de réussite sont analysées comme effet de la ségrégation sociale. Dès l'école primaire, l'évaluation des apprentissages met en évidence des inégalités au niveau de l'école primaire.
- 9 Le chapitre 5 confronte les thèses sociologiques de la reproduction sociale à la compréhension des inégalités scolaires. Aux inégalités « classiques » se greffent des inégalités, plurielles et complexes, qui nécessitent de réinterroger le contexte scolaire. L'établissement devient une variable pertinente pour penser les inégalités de réussite scolaire (effet-maître, rôle des personnels de direction, etc.). La politique de l'éducation prioritaire, soucieuse du sort des plus faibles, est l'objet d'un « bilan mitigé, voire décevant ». Cela pose le problème d'un nouveau mode de pilotage pédagogique et peut-être même d'un changement de paradigme.
- 10 Le chapitre 6 a pour objet le collège en France. Ce « collège unique » classiquement désigné comme « maillon faible » de la chaîne éducative est perçu comme préfiguration de l'école du socle. N'est-il « qu'une gare de triage » au service d'une orientation sélective ? La « culture commune » est mise en tension entre « l'excellence pour tous » et l'élitisme républicain. Les réformes successives semblent avoir manqué leur objectif dans la mesure où les acquisitions scolaires restent fortement inégales. Les élèves intégrant la voie professionnelle sont de plus en plus « à l'heure », mais connaissent davantage de taux de redoublement que les autres élèves.
- 11 Le chapitre 7 évoque la situation du lycée, comprise entre la massification scolaire et l'emprise d'un rapport utilitariste aux études. On ne peut comprendre l'expression lycéenne sans la rapporter aux exigences de l'évaluation et aux normes scolaires implicites. Les études au lycée interrogent les pratiques culturelles et la légitimité des savoirs scolaires.
- 12 Le chapitre 8 questionne l'apprentissage du vivre-ensemble. La laïcité à la française serait-elle en danger ? L'histoire de la laïcité explique largement le difficile exercice de la neutralité et bute sur l'absence de consensus pour l'enseignement du fait religieux à l'école, toujours soupçonné d'endoctrinement.
- 13 Le chapitre 9 traite de la question de l'ethnicité entre question scolaire et la question sociale. On assisterait à un basculement d'un problème social vers un problème national et identitaire. La stigmatisation des populations
- 14 étrangères et issues de l'immigration nous oblige à regarder en face le « racisme ». C'est une nouvelle manière d'appréhender la réalité scolaire, en particulier dans le lycée professionnel où se jouent des mécanismes de « disqualification scolaire ».
- 15 Le chapitre 10 regroupe des recherches conduites par l'auteur sur la mission locale et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ; les mutations du lycée professionnel ; la fonction des enseignants aujourd'hui ; l'expérience étudiante dans le rapport aux études à l'université.
- 16 Au total, la qualité, la richesse et la pertinence de cet ouvrage de synthèse justifient pleinement qu'il soit inscrit dans la bibliographie du nouveau concours externe et interne de psychologue de l'Éducation nationale (session 2017) ;
- 17 Dans une note terminale, Aziz Jellab note l'intérêt d'une réflexion pour les « Éducatifs A ». Depuis lors, le Dictionnaire critique des enjeux et concepts dans « Éducatifs A » est paru en 2017 (Éditions L'Harmattan, Paris), sous la direction de A. Barthes, J.-M.

Lange & N. Tutiaux-Guillon. Nous y avons commis un article sur « Éducation au choix » et « Capabilité » (pp. 28-35).